

de N.-

Comment en sommes-nous arrivés là ? Laissant à mes frères le soin de rapporter le détail de ce qui nous est arrivé, je voudrais essayer, tel que personnellement je le vois, de décrire un peu le climat dans lequel nous vivions les mois qui ont précédé le coup d'état. La grève d'octobre 72 avait approfondi la coupure du pays, car c'était un conflit prolongé où chacun avait engagé toutes ses forces. En nommant des militaires ministres (à la demande expresse de la Démocratie Chrétienne qui y voyait une garantie pour l'impartialité des élections législatives de mars 73), Allende sortait de l'impasse. L'enjeu des élections de mars était grave : l'opposition ne cachait pas son intention de destituer légalement le président si elle obtenait les 2/3 des sièges au Parlement. Contre toute attente, même de la gauche, cette dernière obtenait presque 44% des voix. La voie pour une destitution légale d'Allende était donc fermée et la droite reparlait avec insistance du moyen qu'elle proposait déjà en 1970 : le coup d'état militaire. Puis il y eut le 29 juin 73 le soulèvement du 2ème régiment de blindés qui fut un échec; mais depuis ce jour, Allende se savait condamné car des 22 généraux (du conseil des généraux) 18 lui retiraient son appui. Les officiers délibéraient dans toutes les casernes, et parmi eux, les jeunes surtout se prononçaient pour la destitution d'Allende. Pratiquement, à la mi-juillet, la grève des camionneurs reprenait, soutenue par celle de professionnels (médecins, ingénieurs, dentistes, etc.); elle ne se terminera qu'avec le coup d'état consommé. Pendant cette grève, l'Assemblée avait voté une motion (sans force de loi), mais à caractère de pression morale, qui déclarait l'illégitimité du gouvernement. Bien que n'ayant pas force de loi, cette motion votée par les partis d'opposition, était un certain encouragement pour déterminer les militaires à un coup de force. Il y avait eu aussi, le dernier mois, l'application, dans une centaine d'usines qui furent perquisitionnées, d'une loi sur le contrôle des armes par l'armée, loi proposée par la Démocratie Chrétienne.

Nous vivions dans un climat d'inquiétude; cela se sentait à l'usine, au quartier. Comment cela allait-il se terminer ? Il y avait chez certains copains de travail une tristesse de voir le pays divisé, les Chiliens dressés les uns contre les autres. D'autres voyaient bien l'arrivée des militaires (je dis cela en me souvenant de certaines paroles entendues à l'usine ou dans les bus). Sentiment de beaucoup d'être dans une voie sans issue; avec cette coupure du pays en deux blocs, il était difficile d'être neutre dans ce climat, la coupure s'aggravant de plus en plus. Le dialogue entre le gouvernement et l'opposition, entre partis d'opposition et partis du gouvernement, était devenu depuis longtemps déjà un véritable dialogue de sourds. Le dernier dialogue (qui, semble-t-il, n'était pas rompu le jour du coup d'état), dialogue engagé entre Allende et la Démocratie Chrétienne pour répondre au désir du Cardinal (voir l'appel du Cardinal à une trêve, le 16 juillet) n'aboutissait pas non plus à un accord. C'était la faillite du jeu des partis, une certaine faillite

de la démocratie - les militaires mettent d'ailleurs tous les partis dans le même sac, et tous sont suspendus maintenant. Comme l'a écrit dans un article Tomic, le candidat de la Démocratie Chrétienne aux élections présidentielles de 1970, aucun parti ne peut jouer les Ponce Pilate.

Était-ce évitable ? Peut-être que oui si chaque bloc avait un peu laissé tomber de son sectarisme et dogmatisme. Mais il y avait un tel durcissement du jeu politique que celui-ci avait conduit à une sorte de schématisation des positions des deux blocs (voir notre dernier diaire 1973, p. 96). Bien qu'il y eut un problème économique, le problème était surtout politique : deux conceptions idéologiques s'affrontaient. Le lendemain du coup d'état, le général Leigh dira (ce qui veut dire que sa position était prise depuis 1970) : "Nous avons supporté le cancer marxiste durant trois ans; cela devenait intolérable. Nous extirperons le marxisme jusqu'en ses ultimes conséquences."

de G. - Gerard Guilet

Voici maintenant près de quatre mois qu'ont eu lieu les pénibles événements que vous connaissez. Des signes avant-coureurs laissaient présager des lendemains pleins d'incertitudes, puis, brusquement, cela a éclaté avec le coup d'état du 11 septembre. Le Président Allende était destitué et éliminé. Les forces armées s'arrogeant les pleins pouvoirs, une ère de répression et d'oppression s'étendait à travers le pays. C'était la fin de toute une expérience qui avait soulevé ici et là bien des polémiques, mais qui avait suscité aussi beaucoup d'espairs. Cela a été durement ressenti, non seulement au Chili, mais aussi dans la plupart des autres pays d'Amérique du Sud, et par beaucoup d'hommes à travers le monde qui s'intéressaient vraiment à l'évolution des pays du tiers-monde.

Nous-mêmes, ainsi que beaucoup d'autres amis chiliens, avons subi le contrecoup des événements, et cela s'est soldé, comme vous le savez, par la fermeture, pour le moins provisoire, de notre fraternité de Santiago, chacun des frères qui vivaient là-bas ayant été mis dans l'obligation de s'éloigner du pays. C'est encore difficile de savoir comment se présentera l'avenir. Nous gardons bien sûr l'espoir de retourner un jour, mais cela ne sera sans doute pas pour tout de suite; mieux vaut ne pas se faire trop d'illusions à ce sujet. Beaucoup de frères nous ont demandé de leur faire partager ce que nous avons vécu durant ces journées-là. C'est pourquoi on s'est décidé à faire paraître un diaire qui est le résultat de notre collaboration entre nous quatre. Chaque partie de ce diaire devrait vous aider à reconstituer le déroulement de notre histoire dans son ensemble et d'une façon plus complète.

Pour ma part, je vais donc essayer de reprendre les choses en leur début. Je me trouvais à Buenos-Aires quand nous est parvenue la nouvelle du coup d'état militaire. On faisait état de certains foyers de résistance à partir des cordons industriels qui regroupaient certaines usines d'un même secteur, et on mettait l'accent sur le caractère impitoyable de la répression. Vous devinez notre inquiétude et notre angoisse au sujet de tant d'amis et tout particulièrement de nos frères qui se trouvaient là-bas. C'était tout particulièrement le monde des travailleurs et des quartiers populaires, celui auquel nous appartenons, qui était tout à coup devenu pour les militaires l'objet principal de méfiance et de persécutions.

Je connaissais bien la situation particulière de chacun des frères pour avoir effectué tout récemment un long séjour avec eux. J. et E. appartenaient à des entreprises qui avaient été nationalisées sous le dernier régime, et on avait donc d'autant plus raison d'être préoccupés. On était impatient de savoir ce qu'il leur était advenu et nous n'avions aucune possibilité d'entrer en contact avec eux car la frontière avait été fermée depuis l'éclatement du coup d'état, et toutes les communications étaient interrompues entre les deux pays. Ce n'est que quatre jours plus tard que nous avons reçu les premières nouvelles, les Petites Soeurs de Santiago avaient, à force d'insistance, réussi à établir le contact avec leur fraternité de Buenos-Aires. C'est alors qu'on apprenait qu'E. se trouvait détenu au stade national de Santiago, que J. se trouvait lui aussi dans une situation délicate et difficile. Apparemment, N. n'avait pas de difficultés particulières. Mais on n'avait pas grands détails, car la censure ne permettait pas de s'expliquer en toute liberté. Un message d'un radio-amateur de Santiago que les Petites Soeurs avaient pu mettre à contribution nous confirmait plus expressément ces nouvelles dans les jours qui suivirent. Nous nous sentions bien impuissants depuis Buenos-Aires pour faire quoi que ce soit en faveur de nos frères. Cette situation assez alarmante me décidait alors, en accord avec les frères d'Argentine, à rejoindre Santiago dès que ce serait possible. Si j'avais eu encore quelques hésitations, un second message nous parvenait de Santiago m'invitant expressément à me rendre là-bas. La frontière venait justement d'être réouverte entre les deux pays et je prenais le premier avion qui rétablissait le trafic. Quelques heures plus tard, j'arrivais à la fraternité des Petites Soeurs et je me retrouvais avec J. et N.

La situation était donc la suivante : E. était donc toujours en détention au stade national. On avait l'assurance qu'il se trouvait là, mais bien entendu, nous n'en savions pas plus. Que lui était-il arrivé exactement ? Dans quelles conditions il avait été transporté là-bas ? Dans quel état se trouvait-il ? Quand serait-il mis en liberté ? Autant de questions qui nous préoccupaient et que l'on continuait à se poser. On n'avait absolument aucun moyen de communiquer avec lui. Tous les jours une Petite Soeur et N. prenaient leur tour de garde aux abords du stade dans l'espoir de le voir sortir - ainsi faisaient les familles des détenus, car depuis quelques jours on commençait à en libérer quelques-uns, par trentaines, et même par groupes plus importants. On s'était mis en rapport avec l'évêché et avec la nonciature, et on savait que de leur côté ils avaient engagé des démarches au sujet d'E. mais apparemment cela ne donnait guère de résultat.

J. de son côté, n'était pas dans une situation très confortable. Il avait su par des camarades de travail que son nom figurait sur une liste noire et qu'il était recherché. Il n'était donc pas question pour lui de réapparaître à la fonderie, et il vivait déjà dans une demi-clandestinité, changeant de domicile fréquemment, de nuit et de jour. Cela ne pouvait continuer ainsi très longtemps, aussi il nous apparaissait de plus en plus clairement qu'il n'y avait pas d'autre alternative pour lui que de sortir du pays. C'était dur pour J. de se résigner à une telle solution - s'éloigner du pays à un pareil moment alors que tant de Chiliens et certains de ses camarades vivaient dans la crainte continuelle d'être arrêtés et poursuivis, cela lui donnait comme le sentiment de les abandonner. Et cependant il fallait bien se rendre à l'évidence; en demeurant plus longtemps sur place J. ne pouvait que compliquer davantage sa situation, et peut-être sans le vouloir compromettre davantage ceux qui étaient autour de lui. Il était bien conscient de tout cela, aussi, malgré tout ce qu'il lui en coûtait,

il se détermina quand même pour cette solution. L'ambassade des Etats-Unis se chargea d'établir ses papiers et le prit dès lors sous sa protection jusqu'au départ de l'avion.

De son côté, E. se trouva en liberté la veille même du départ de J. Ce qui nous permit de passer la dernière soirée ensemble. Après le départ de J. nous décidions de retourner au quartier et de reprendre là notre vie normale de fraternité interrompue depuis le jour du coup d'état qui avait entraîné la dispersion. E. ne tardait pas à reprendre contact avec son usine; il put constater alors qu'il n'était pas renvoyé et le lundi qui suivait, il reprenait son travail habituel. On s'attendait à avoir un jour la visite des militaires et on avait pris à cet égard certaines précautions. N. s'était déjà occupé de faire disparaître et de brûler tout ce qui pouvait avoir apparence de littérature marxiste.

Le soir où les militaires arrivèrent, nous étions tous les trois réunis; on finissait de manger et on s'appêtait à clôturer la journée. Au cours du repas on avait parlé des événements, de la situation délicate de certains amis au travail et au quartier, et aussi tout particulièrement de Paolo et de la Fraternité car c'est ce même soir que nous avons appris la nouvelle de sa mort et on en était tout bouleversés. Donc, vers 10 h.30 on perçoit soudainement un bruit de moteur. Apparemment c'était dans la rue derrière chez nous et à cette heure tardive, étant donné le couvre-feu en vigueur, cela ne pouvait être que la police ou les militaires. On continua tranquillement à parler... un quart d'heure plus tard on entendait à nouveau ce bruit de moteur et cela allait en se rapprochant. Cette fois-ci s'était bien dans notre rue. On se regarda en silence. Je m'approchais de la fenêtre et écartais légèrement le rideau. Deux véhicules militaires stationnaient dans la rue juste en face de chez nous. Je me retournais vers N. et E. : "cette fois-ci, c'est bien pour nous". Dans un réflexe habituel je pris les assiettes qui étaient sur la table et j'ouvris la porte de derrière pour me rendre à la cuisine. Deux policiers, mitraillettes en main, m'accueillaient à la sortie. Ils avaient encerclé la maison. Ils me mettaient en joue, sur un ordre je mettais les mains derrière la tête, et ils me repoussèrent dans la pièce d'où j'étais sorti. J'y retrouvais E. et N. tous les deux debout, les mains aussi derrière la nuque, et la maison envahie de toutes parts par des policiers en armes. On nous donne l'ordre de sortir dehors - devant la maison comme devant toutes celles de la population il y a un petit terrain - et de nous étendre au sol, ventre à terre. Des policiers prirent position en nous tenant en joue. On n'en menait pas large. Ils proféraient des injures et criaient bien fort qu'ils allaient nous tuer. A ce moment-là - on en reparlera dans la suite - on pensait tous les trois à Paolo et c'était les paroles de la prière d'abandon qui venaient sur nos lèvres. On restait bien une demi-heure dans cette position. Durant tout ce temps, on entendait un vrai remue-ménage dans la maison; un groupe de policiers la perquisitionnait.

Une fois la fouille finie - ils ne trouvaient pratiquement rien de bien compromettant : deux livres des prêtres du tiers-monde et deux autres livres -, on nous donna l'ordre de nous relever et on nous dirigea vers la rue où se trouvaient les fourgonnettes. Avec beaucoup de brutalité, on nous fit monter dans l'une d'entre elles et nous coucher par-dessus un groupe de quatre hommes qui se trouvaient déjà étendus là. Au bout d'un moment on reconnaît ces hommes qui étaient des amis de la population. On avait été les cueillir à leur domicile avant de passer chez nous. Le convoi s'ébranla; on se demandait bien où on nous embarquait. Un quart d'heure plus tard, les véhicules s'arrêtèrent en bordure d'un terrain de foot. Et une autre voiture

de police se trouvait en stationnement là. Il y a eu un échange de mots entre eux. On s'est demandé à ce moment-là si on n'allait pas nous liquider en nous faisant courir sur le terrain... Cependant le convoi s'ébranle à nouveau et s'arrête quelques minutes plus tard. Nous nous trouvons face à un commissariat de police d'une zone toute proche que nous connaissons bien.

On nous fait rentrer à l'intérieur et on nous fait nous tourner contre le mur, les mains en l'air. On reste dans cette position... Pendant tout ce temps, on nous fait tout un discours idéologique anti-marxiste, et on s'en prend directement à l'Eglise, au Cardinal, et même au Pape. C'est un lieutenant qui nous fait ce discours qui s'adresse tout spécialement à nous trois. On répond laconiquement. Puis on nous fait les poches et l'un après l'autre on nous entraîne dans les dépendances à l'arrière du commissariat. Mon tour arrive en dernier et on me pose des questions précises sur ma foi... puis on m'entraîne dans un couloir. Je me demande bien où je vais me retrouver. On me bouscule dans un cachot et on referme la porte sur moi. Je découvre en même temps que je ne suis pas seul, tous les copains sont là, et en de tels moments c'est une vraie joie de se retrouver tous les sept au complet. On a l'impression d'être enfermés dans un "tout-à-l'égout"; une odeur suffocante d'urine et d'autre chose nous prend à la gorge. On ne peut même pas s'asseoir; il y a de l'eau partout et il fait froid. Mais c'est beaucoup d'être ainsi ensemble; on peut échanger déjà nos premières impressions et on se répartit un peu les affaires pour affronter la nuit. On se demande comment toute cette comédie va se terminer. De temps à autres, dans la nuit, la sentinelle de garde ouvre un judas et braque un jet de lumière sur nous. Il n'y a pourtant pas crainte qu'on s'échappe. Les heures s'égrènent une à une; la nuit se fait longue. Au petit jour, on nous fait sortir, mais c'est pour nous faire coucher au sol sur le ciment froid de la cour. Quelque temps après, on nous refoule dans une autre cellule. Vers 11 h. du matin, on nous fait sortir à nouveau et on nous fait monter dans un fourgon qui nous conduit au stade national. Durant le trajet on nous tient en joue et on nous tourne en ridicule avec accusations et menaces.

Arrivés au stade, on passait dès lors sous le contrôle direct de l'autorité militaire. Réception soupçonneuse dans le hall d'entrée. On nous fait attendre encore tout un temps tournés vers le mur, les mains en l'air. Puis quelques questions d'identification posées à chacun à tour de rôle; nouveau contrôle de toutes les poches. Puis on nous rassemble avec une quinzaine d'autres qui venaient d'arriver, et c'est ainsi qu'encadrés de plusieurs militaires en armes on fit notre entrée à l'intérieur du stade. Un spectacle assez impressionnant s'offrait à nos yeux. Ils étaient bien encore 8000 détenus à occuper les gradins du stade à cette époque. Ils semblaient répartis par groupes de plusieurs centaines dans des secteurs différents. On nous fit contourner le terrain sur un demi-cercle; à notre passage, certains manifestaient en applaudissant. On se serait passé volontiers de telles ovations car cela ne paraissait pas du goût de nos gardes qui nous encadraient.

Puis on nous fait stationner. C'est alors qu'on nous fit sortir du rang, N. et moi, comme étrangers, et on nous emmena sous bonne garde jusqu'à un des vestiaires situés sous les gradins. On nous bouscula à l'intérieur et on referma la porte sur nous avec chaîne et cadenas. On s'est retrouvé dans ce vestiaire avec une vingtaine de personnes. C'était tous des gens du petit peuple, travailleurs sur chantiers et d'autres paysans. Tout de suite, ils s'empressèrent à nos côtés pour savoir ce qui nous

était arrivé, si nous avions été maltraités, et s'offrirent pour nous aider. On leur raconta notre histoire; de leur côté, ils nous firent l'un et l'autre le récit de ce qui leur était arrivé. Et assez vite un grand courant de fraternité circula entre nous tous. D'après nos compagnons, on se trouvait isolés dans ce vestiaire par mesure de châtement pour avoir été reconnus comme des extrémistes dangereux. On se répartit le peu de couvertures que nous avions et nous passions les nuits les uns serrés contre les autres pour mieux se réchauffer. Il y avait aussi avec nous deux autres étrangers, un Uruguayen et un Brésilien.

C'était aussi beaucoup d'être restés tous les deux ensemble, N. et moi. On espérait qu'E. de son côté, avait pu rester dans le même groupe que nos voisins, et de fait il en fut ainsi. On se demandait quand même comment tout cela allait se terminer et on se sentait aussi portés à intercéder près du Seigneur au nom de tous ces compagnons qui nous entouraient. On avait l'impression d'être entrés dans les rouages d'une machine implacable sur laquelle on n'avait pas la moindre prise.

Deux jours après avoir été enfermés dans cet endroit, on nous autorisa à rejoindre les gradins du stade où se trouvait regroupée durant la journée la plus grande partie des prisonniers. C'est alors qu'on se retrouva avec E. et nos quatre voisins, et qu'on put rétablir le contact. Trois jours passèrent encore. C'est alors qu'avec N. on nous changea encore une fois de secteur et on se retrouva à nouveau séparés d'E. et remis avec le groupe des étrangers. Ils étaient bien encore trois ou quatre cents au stade à ce moment-là.

Le vendredi qui suivit notre arrestation, vers 2 h. de l'après-midi, on fut convoqués, N. et moi, avec un groupe d'une centaine et on nous emmena à pied, environ 1/4 d'heure de marche, jusqu'au vélodrome où se pratiquaient les interrogatoires. Coup pour rien, car on n'a pas eu le temps de passer ce jour-là et on nous ramena le soir même au stade en nous disant qu'on nous emmènerait à nouveau au petit jour le lendemain. Pour le moins, cela nous avait donné une petite idée de la façon dont les choses se passaient là-bas et ce n'était pas de nature à nous donner le moral ! Une certaine angoisse commença à s'emparer de beaucoup d'entre nous durant cette nuit qui précéda l'interrogatoire du lendemain samedi.

Donc, ce fameux samedi à 6 h. du matin, on nous faisait sortir précipitamment des vestiaires du stade et on nous mit en colonne par cinq de front. En quelques minutes le rassemblement était fait. Nous étions regroupés à 180 ce jour-là en vue de l'interrogatoire. On attendit deux heures durant, puis escortés par un peloton de militaires, on nous convoya à nouveau jusqu'au vélodrome où se centralisaient tous les interrogatoires de la justice militaire. On nous fit stationner sur la piste du vélodrome et alors ce fut toute une mise en scène. On était appelés par groupes de dix, et chaque groupe ainsi interpellé et constitué était livré à un interrogateur déterminé. Tous les ordres, appels et interpellations se faisaient depuis un bureau central par haut-parleur au milieu du plus grand silence. Il y avait cinq points d'interrogatoire : l'armée, l'aviation, la marine, la police et la police civile. Chaque point d'interrogatoire avait plusieurs équipes d'interrogateurs.

Le groupe dans lequel j'étais encore avec N. fut livré à l'aviation. On nous emmena à proximité d'une rotonde et avec beaucoup de brutalité on nous intima l'ordre de nous tourner vers un mur, les uns auprès des autres, et on nous affubla d'une couverture par-dessus la tête pour nous maintenir totalement isolés et désorientés; immobilité totale ! Le premier qui bougeait recevait un coup de crosse dans les reins. C'est un

douloureux calvaire qui commençait, pour le moins psychologiquement. Nous sommes restés ainsi, N. et moi, car nous sommes passés les deux derniers, depuis 9 h. du matin jusqu'à 6 h. de l'après-midi en plein soleil. Et pendant tout ce temps d'attente, on entendait des cris horribles sortir des chambres d'interrogatoire. J'ai pensé beaucoup durant ces longues heures interminables au procès de Jésus, lui qui, par surplus, était le "parfait innocent". On se sent tellement impuissant face à la force brutale... c'est sans doute dans le creuset de cette souffrance que se purifie et s'amplifie un abandon plus total entre les mains du Père. J'étais vraiment reudu à l'extrême limite de la résistance physique et je pensais à l'interminable liste des persécutés ici et à travers le monde avec lesquels je me sentais à ce moment-là, les yeux tournés vers Jésus crucifié, particulièrement en communion de prière et d'intentions.

Puis notre tour est arrivé. N. le premier, et moi 25 minutes plus tard. On a été interrogés par les mêmes. Les yeux bandés, on nous fait entrer dans un genre de bâtiment circulaire en forme de colimaçon. Cela donnait l'impression de déambuler dans un labyrinthe. A ce moment, les cris s'amplifièrent. Je me suis retrouvé adossé au mur en présence d'une commission de deux interrogateurs. Ils commencèrent à me bombarder de questions en chassé-croisé l'un après l'autre. Qui j'étais ? ce que je faisais au Chili ? Comment j'occupais mon temps ? Ils voulaient à toute force me faire avouer que j'appartenais à un réseau de résistance, à quelque organisation subversive, que j'étais marxiste... pour me convaincre ils me citèrent le nom de deux personnes que j'avais rencontrées dans le stade et que je connaissais. Mais on sentait bien qu'ils n'avaient aucune preuve; ils plaidaient le faux pour le vrai, dans l'espoir d'arracher sans doute quelques renseignements. A N. ils lui ont posé à peu près les mêmes questions, et aussi s'il appartenait au groupe des "chrétiens pour le socialisme". Au fond, ils nous situaient assez mal, et à aucun moment ils ne firent mention de J. alors qu'on pensait qu'ils avaient dû coordonner leurs renseignements. Tous les deux, ce jour-là, on s'en est sorti avec la peur. Mais pour le moins, on n'a pas été torturé comme beaucoup de ceux qui étaient avec nous, et il y avait des femmes aussi.

Retour au stade dans un cortège lugubre. Certains avaient bien du mal à avancer et le groupe de femmes surtout qui suivait. Deux jours plus tard, le lundi, on était convoqués, N. et moi, par le commandant du stade. Il nous communiquait la sentence portée à notre sujet à la suite du dernier jugement. C'était l'expulsion. Le lendemain mardi, le consul de France venait nous prendre dans la voiture officielle de l'ambassade et nous conduisait jusqu'au siège de l'ambassade. A notre grande surprise, on s'est retrouvés là avec une trentaine de réfugiés du même genre, français, chiliens et étrangers. Bien entendu, il ne nous était plus possible de sortir dans la rue, c'était déjà l'expatriement qui avait commencé.

Heureusement, à partir de ce moment-là, on a pu se mettre en communication téléphonique avec l'extérieur et recevoir aussi certaines visites, en particulier les Petites Soeurs, Don Fernando, un évêque de nos amis, et d'autres amis. Ce qui nous était vraiment très dur, c'était de se résigner à la dissolution de la fraternité et d'être obligé de s'en aller ainsi, dans ces conditions, sans même dire au revoir à personne. On a dû prendre tout de suite certaines dispositions concernant la maison. Les Petites Soeurs se chargèrent d'évacuer tout ce qu'il y avait à la fraternité. Plusieurs de nos voisins qui les ont vues à ce moment-là en ont profité pour nous écrire de petits billets qu'elles nous ont fait parvenir. Ils étaient eux aussi profondément affectés par cette décision

et ils se risquèrent même, plusieurs d'entre eux, à nous appeler par téléphone pour nous dire au revoir. Certains pleuraient...

E. de son côté est sorti du stade un jour après nous. Il n'était pas prudent qu'il retourne vivre seul à la población. Aussi, provisoirement, il prit domicile chez sa soeur et ce n'est que deux mois et demi plus tard qu'il a pu nous rejoindre à Buenos-Aires.

Je voudrais souligner en terminant ce récit que c'est toute une fraternité à la fois qui a été embarquée dans cette aventure et qu'on a vécu tous ces événements ensemble, en très grande union les uns avec les autres; cela a vraiment été une expérience de fraternité.

On a senti aussi très fort le soutien de toute la Fraternité, frères et soeurs, que nous savions unis à nous par la prière en ces jours-là. On se sentait aussi en communion fraternelle avec nombre de chrétiens et d'autres hommes du continent sud-américain qui ont connu ce genre d'épreuve qui n'est pas une exclusivité du Chili malheureusement. Et durant toute cette période de détention on a toujours eu le sentiment de nous y trouver tout à fait à notre place comme Petits Frères.

d'E.-

Il y aura bientôt trois mois que je suis sorti du stade national pour la deuxième fois, le 10 octobre. Jusqu'au 12 décembre, jour de mon départ pour Buenos-Aires et pour le désert, j'ai continué à travailler à l'usine pendant un mois; et après l'avoir quittée j'ai dû surtout m'occuper d'obtenir des renseignements sur les possibilités pour le retour des frères et la réouverture de la fraternité de Santiago; de la situation dans laquelle restait notre maison. C'est arrangé: la paroisse du lieu la garde pendant notre absence. Et aussi voir mes propres possibilités pour sortir du pays, étant vis-à-vis des militaires en condition de liberté conditionnelle.

J'ai écrit quelques impressions que je retiens encore dans ma mémoire, des faits que j'ai eu l'occasion de vivre et que, d'une manière ou d'une autre, j'ai pu reconstituer plus objectivement en parlant par la suite avec des copains et des amis qui avaient été arrêtés avec moi la première fois.

Le mardi 11 septembre, je me suis dirigé au travail comme tous les jours. Il y avait deux mois que les transports en commun - à cause de la grève déclanchée par les camionneurs et suivie par d'autres corporations patronales - marchaient d'une manière très irrégulière. A l'usine on mettait à notre disposition quelques camions pour nos déplacements aller et retour.

L'activité de notre usine - métallurgie légère - était semi-paralysée par les difficultés du transport, soit pour l'approvisionnement, soit pour nos produits finis. Il faut ajouter à cela le climat d'agitation qui y régnait à la suite du passage de notre entreprise au secteur mixte de l'économie (80% du capital ayant été acheté par l'Etat). Cela avait en outre conduit à une prise de conscience plus vive de nos responsabilités: on était intégré plus directement au processus économique-social et politique que vivait notre pays.

J'avais pris l'habitude, après le petit déjeuner, de faire un tour au bureau du syndicat à l'intérieur de l'usine, pour être au courant des

nouvelles. Ce jour-là un copain qui appartenait à la même commission syndicale de santé (visites aux malades, problèmes de sécurité, alcoolisme, enterrements, etc.) est venu me trouver pour me communiquer une information de la radio qui l'avait assez troublé : l'antenne de la Radio-Corporation (située d'ailleurs pas loin de notre maison) avait été bombardée. Cela nous a mis, comme tout le monde, en éveil. On était nombreux à écouter la radio du syndicat. On se rend compte que la plupart des radios étaient contrôlées par les militaires et on a entendu le premier "bando" - communication officielle ayant force de loi - de la "Junta militar" qui rendait compte de la prise du pouvoir par les trois commandants en chef des Forces Armées et le directeur général de la Police et qui donnait les raisons d'une telle décision, faisant appel à rentrer à la maison, déjouer toute résistance dans les usines, rester tranquilles et d'être assurés que toutes les conquêtes des travailleurs seraient respectées. On a entendu une ou deux radios qui n'étaient pas contrôlées par les militaires. Nous avons écouté au moins en partie deux des trois "messages" d'Allende : on le sentait nerveux et son message n'a pas pu être écouté en entier; l'émission était coupée; on entendit les coups de feu; la dernière radio tombait sous le pouvoir des militaires.

Ensuite, nous avons écouté l'ultimatum donné à la "Moneda" - palais, siège du gouvernement - pour qu'il soit abandonné sous peine d'être bombardé. Il nous arrivait toutes sortes de nouvelles alarmantes par des gens qui venaient du centre de la ville; certains avaient pu voir le bombardement. Une impression mêlée d'angoisse et d'espérance s'était généralisée parmi nous pour qui le processus populaire contenait en germe des changements, justice et rénovation.

Que pouvions-nous faire ? Nous avons eu deux assemblées générales des travailleurs pendant la journée. Il y a eu un appel à tous pour défendre le régime démocratique et la constitution, sans tenir compte des idéologies propres de chacun, mais uniquement parce que c'était la classe ouvrière et ses revendications qui étaient en jeu, donc appel à rester dans l'usine même si ça devait nous coûter la vie.

Apparemment, il y avait presque unanimité dans ce sens, mais les anciens gérants voulaient la liberté pour s'en aller et on leur a dit qu'ils pouvaient agir en conscience en assumant leurs responsabilités et ses conséquences. On leur a dit que ceux qui partiraient ne pourraient revenir ensuite, quelle que fût leur place dans l'entreprise.

Dans la deuxième assemblée du mardi 11 septembre, à 12 h.30, il y eut à nouveau des appels à rester dans l'usine, en attendant des instructions du syndicat pour garder et défendre la source du travail. Sur environ 500 travailleurs de l'entreprise, nous sommes restés à 160. Personne ne pouvait savoir les risques d'une telle décision ni imaginer le calvaire qui nous attendait les jours suivants où on aurait pu très bien laisser nos vies.

Nous avons déjà une certaine expérience des surveillances nocturnes; aussi on s'est vite organisé en groupes pour assurer les différents services sans négliger ce qui concernait la fabrication des armes populaires.

Le mercredi 12, le jour suivant, on a fait une autre assemblée où on a désigné des chefs de brigades; on a réparti les gens en déterminant les cadres de chaque groupe, toujours dans l'hypothèse qu'on resterait sur le lieu de travail et que le destin du gouvernement populaire n'était pas encore tout à fait joué. Il y avait chez beaucoup de copains une vraie mystique et la conviction qu'on faisait partie d'une cause grande

et noble en défendant d'authentiques valeurs révolutionnaires. On parlait d'organiser la résistance : on a fabriqué des "miguelitos" qui furent jetés dans la rue pour crever les pneus des voitures militaires qui circulaient. La veille, nous avons vu passer des gros transports militaires qui se dirigeaient vers le centre avec des troupes armées et prêtes à ouvrir le feu sur le personnel des usines. A l'assemblée, le directeur général, donc lié au gouvernement de l'unité populaire, avait transmis une communication donnée par le syndicat par un télex d'une usine voisine, affirmant qu'Allende était vivant et qu'il y avait des renforts qui venaient du nord, fidèles au gouvernement. Nous avons été témoins la veille d'un grand déploiement d'hélicoptères et d'avions et nous écoutions sans cesse des coups de feu des mitrailleuses, des mortiers ou bazoukas à 500 m. de notre usine. Dans plusieurs usines des environs, il y eut donc résistance armée et des échanges de coups de feu. Chez nous, la rumeur courut que l'entreprise serait perquisitionnée par les militaires et qu'il ne fallait pas résister : cela semblait logique et raisonnable, et en accord avec le sentiment de la majorité d'entre nous. En effet, à 11 h. 3/4 arriva un car de la police. "Tout le monde dehors" tel était l'ordre; "là, en face de la grille"... "les mains à la nuque"; nous étions toujours dans l'enceinte de l'usine. Après, on nous a fait sortir dans la rue. On a alors senti des rafales de mitrailleuses toutes proches. Qui sait ? Il semble que les policiers ont eu peur pour eux ou pour nous. Ils nous ont fait rentrer, d'abord dans l'enceinte de l'usine et après par la porte de l'usine, en courant nous entrons comme des brebis pour nous protéger des coups de feu qui venaient on ne savait d'où. Tout le monde marchait vers une porte située à l'autre extrémité de l'usine quand une forte détonation a résonné à l'intérieur. C'était un coup de fusil qui, en cassant les vitres du plafond, a blessé un copain à la tête. Puis l'ordre est donné : "tout le monde par terre"; sans doute tout ou presque tout faisait partie d'un plan militaire prévu pour contrôler nos mouvements. On a dit ensuite que l'aviation tirait dans la rue pour appuyer la police, n'étant pas au courant de ce que nous n'opposions pas de résistance, et que le coup de feu à l'intérieur de l'usine était le moyen de les alerter pour qu'ils soient prêts à ouvrir le feu. Il semble qu'après, la coordination police-aviation se soit faite et quand on marchait de nouveau vers la rue en abandonnant l'usine on a bien repéré les soldats de l'aviation couchés à terre, en position pour ouvrir le feu, sur le trottoir d'en face. On nous a laissés sur le trottoir du côté de notre usine, ventre à terre et mains à la nuque, pendant plusieurs heures. La même opération fut faite avec plusieurs usines des environs (dont quelques-unes de textiles) où il y avait aussi des femmes. Je calcule de 100 à 150 mètres de trottoirs remplis par les corps couchés par terre presque entassés et immobiles où nous fûmes témoins de quatre tués. Pourquoi ? Comment les a-t-on choisis ? Pour moi, ça reste mystérieux. Copains qui auraient résisté de fait ou en paroles ? Parmi eux il y avait au moins un ou deux étrangers : un Cubain et un Uruguayen ou Brésilien. Je ne pouvais pas m'empêcher de penser aux frères de ma fraternité. On entendait des cris de fureur quand on appelait les étrangers à se présenter; les menaces des officiers, les plaintes causées par les coups donnés aux victimes; mais malheur à qui osait tourner la tête pour voir ce qui se passait.

Ensuite, un officier fait entendre sa voix pour dire qu'il faisait lecture du "bando" que nous n'avions pas respecté, mais il ne l'a pas lu. On a senti avec ça et pendant les jours qui suivirent toute l'improvisation et les maladresses dont on était victimes. On nous a fait former des

rangées de cinq de front pour remplir une dizaine d'autobus : on nous a placés debout, l'un derrière l'autre dans les cars, toujours en nous criant des menaces pour qui oserait ouvrir les fenêtres. Nous avons formé un gros convoi vers on ne savait où. La destination a été le stade national et je me souviens d'avoir remarqué en passant quelques visages perplexes et terrifiés des familles des bidonvilles qui nous regardaient de la porte de leurs maisons. Cela a été impressionnant en arrivant de voir le nombre de gens du peuple, ouvriers pour la plupart, conduits en grosses colonnes, sautant sur place, et entrant peu à peu par l'entrée de ce terrain sportif fermé et bien gardé par les policiers qui criaient et donnaient des coups aux passants.

Cela semblait une farce macabre pour une partie importante du peuple qui connaissait ce terrain dans un tout autre contexte. On se demandait qu'est-ce qui arriverait là-dedans ? J'ai été frappé en entrant dans le stade rempli de 6.000 visages silencieux, perplexes et fermés. Durant les quatre jours que nous y avons passé, nous avons été témoins d'une rigueur et d'une brutalité pour traiter les étrangers et ceux qui osaient protester, vraiment indigne d'être humains. Ceux qui voulaient aller aux W.C. devaient courir avec les mains sur la nuque et ils n'étaient pas à l'abri de recevoir un coup de fusil s'ils ne couraient au goût du sergent ou du soldat de garde. C'était 10 h. du soir et on était avec le seul petit déjeuner dans le ventre. Les autorités organisèrent un petit repas : une tasse de haricots; mais ça ne suffit pas pour tous. Les quatre jours et nuits que nous y sommes restés, on appelait des groupes pour être interrogés avec des mauvais traitements et, voyant que ça avancerait notre sortie, nous avons aussi fait une liste avec les copains. On attendait ça toute la journée : nous nous donnions du courage en nous disant que ce serait pour le lendemain. Là aussi, nous avons été témoins de quatre exécutions violentes de ceux qui n'ont pas contrôlé leur indignation ou leurs nerfs. On craignait, nous les premiers, une mutinerie. Cela aurait produit un sanglant massacre.

Après avoir fait plusieurs listes envoyées aux autorités, à la fin nous avons été appelés par groupes de 50, pour nous placer dans un autre endroit du stade. Et une heure après nous sommes renvoyés au stade national.

Plusieurs copains m'ont parlé de fusillades qui ont eu lieu dans les souterrains du stade; l'un d'eux aurait vu les cadavres entassés.

Dans le stade national, des vestiaires convertis en cellules de 60 à 100 personnes, nous entendions les plaintes des gens qui étaient frappés, et nous avons été avec beaucoup de détenus qui ont été torturés aux interrogatoires. Il y avait un sous-officier - je me rappelle de son nom - qui, tous les matins en bavardant avec un groupe de copains de notre usine, les mettait au courant des fusillades de la nuit passée. C'est un copain ami que j'ai visité avant de quitter le Chili qui me l'a raconté. Peut-être est-ce là que Victor Jara (chanteur chilien très connu) aurait été tué, mais je n'en suis pas sûr.

Plus d'un copain sachant que j'étais avaient le désir et me l'exprimaient, que je prie. Je le faisais, bien sûr, mais en essayant de m'unir à la prière des pauvres gens. J'ai pu avoir aussi avec quelques-uns des échanges plus profonds, surtout une fois passés les moments plus durs où nous envisagions sérieusement la possibilité d'être fusillés. Quand j'entendais parler de cela, j'essayais de donner courage aux autres, mais je me sentais moi-même très pauvre et découragé avec un sentiment d'impuissance et de rébellion intérieure contre cette injustice; mais comment l'exprimer.

Il faut dire par contre que j'ai pu m'unir à la joie commune - nous avions le même sentiment au cœur - quand il y avait un grand nombre de copains qui sortaient en liberté; et on l'exprimait en chantant "l'adieu" ou un autre chant argentin qui fait référence à la liberté des colombes; chant très beau qui exprimait notre souffrance et notre joie, et qui faisait oublier nos propres problèmes pour se réjouir du bien des autres et où l'Esprit-Saint, j'en suis sûr, ne restait pas indifférent. Cette expérience, je l'ai sentie surtout lors de ma deuxième arrestation dans le stade national, en sachant qu'il y avait mes frères dans la même enceinte, parmi les prisonniers.

Avant de finir ces notes sur des faits dont j'ai été témoin, il faut dire qu'aux moments les plus durs, pendant l'attente pour entrer dans le stade national, quand on y arrivait après avoir été déplacés, et la nuit passé au cachot lors de la deuxième arrestation sans savoir pourquoi on nous prenait et qu'est-ce qu'ils feraient de nous, j'ai senti bien profondément la joie d'être Petit Frère, un appel à m'appuyer plus sur la foi, l'espérance et la charité et le mystère de la communion des saints avec tous mes frères et soeurs. Je pensais à leur souffrance de n'avoir pas de nos nouvelles et aussi à l'aide que nous recevions dans ces moments de nos amis du Ciel. Si ce que nous avons vécu à Santiago a été une grâce du Seigneur, je lui demande de nous y garder fidèles pour être de plus dignes disciples de Lui dans l'avenir.

J'ai pu quitter le stade national la deuxième fois après avoir attendu pour l'interrogatoire pendant cinq ou six heures, mains en haut appuyées sur le mur, avec six autres détenus dont deux femmes. J'ai été interrogé pendant 25 minutes, seul, les yeux bandés, par deux interrogateurs. Dans notre groupe de 7, il y avait aussi Angel Pana, chanteur très connu, fils de Violeta Pana, folkloriste chilienne très connue. Parmi les autres du groupe à être interrogés ce jour-là au vélodrome, il y avait aussi un groupe d'environ cinquante femmes, quelques-unes enceintes, et il y en eut plusieurs parmi elles qui ne pouvaient pas marcher seules au retour. Nous avons su que plusieurs avaient été torturées ainsi que beaucoup d'hommes qui étaient parmi nous. Sur les quatre voisins du quartier qui ont été arrêtés avec nous, deux sont sortis peu après nous, et les deux autres ont été conduits à Chacabuco, camp de prisonniers au nord, dans le désert d'Antofagasta, dans une ancienne mine de nitrate.

Après notre arrestation à la fraternité, les militaires y sont retournés deux fois. Pour moi, il n'était pas question d'y retourner.

Au Chili et à Santiago, s'il y avait des gens qui célébraient la réussite du coup militaire, il y avait tout un peuple qui en souffrait encore les conséquences. Combien de travailleurs restaient en chômage ou avaient un familier disparu ou mort. Ceux qui continuaient une vie normale devaient affronter une hausse des prix d'environ 500%, avec des salaires relevés seulement de 100%, et sans avoir les moyens normaux pour réclamer : ont été interdites toutes réunions, soit d'organismes de quartier, soit de syndicats.

S'il y a eu pour le Chili le travail du Comité d'aide aux réfugiés promu par le Conseil mondial des Eglises, pour les étrangers, il y eut aussi, à l'échelle nationale, l'organisation d'un comité de coopération pour la paix, avec la coopération des Eglises catholique, orthodoxe, évangélique, et avec les israélites, en faveur des gens mis à la porte de leur travail arbitrairement et des gens qui avaient besoin d'une défense judiciaire. Certains ont regretté la trop grande passivité de l'Eglise face à la ré-

pression qui se déchaînait, mais il faut reconnaître aussi que tout un secteur de l'Eglise, bien que minoritaire, cherche en ce moment à être plus à l'écoute des pauvres et des humbles. J'espère que peu à peu elle aura un visage plus accueillant, tout en ayant le courage d'affirmer les vérités auxquelles elle croit, avec toutes leurs conséquences, en défense du bien commun et de la dignité de la personne.

*de J. - Buenos Aires, 29 septembre 1973.*

Avant-hier, je suis arrivé à San Justo. C'était assez juste. Le jour avant mon départ les militaires sont venus pour me chercher à la fonderie avec 22 autres copains. La plupart d'entre nous étaient prévenus et n'y étaient pas. Le consul américain m'a beaucoup aidé à sortir; il m'a même accompagné jusqu'à l'avion - lui aussi bien écoeuré par tout ce qui se passait au Chili.

E. était mis en liberté conditionnelle lundi dernier, après 14 jours de détention. Jusqu'à présent les militaires ne sont pas arrivés à la fraternité, ni à la nôtre, ni à celle des soeurs, mais je crois que cela arrivera... La chasse aux sorcières bat son plein.

Que vous dire de ces jours-ci ? On ne l'aurait jamais même imaginé, on pensait qu'il y avait une certaine évolution dans les moeurs des hommes, certaines choses qui ne pouvaient plus se répéter. La répression a été brutale, massive et sans pitié.

Le mardi 11 septembre nous avons reçu la nouvelle environ à 9 h. du matin. Incrédulité d'abord. On s'habitue à des crises et on en sort toujours sans trop savoir comment. Pourtant ça faisait un bon bout de temps qu'on parlait d'un coup imminent. A 10 h. les militaires contrôlaient des radios et donnaient l'ordre à la population civile de rentrer chez elle. Un peu après, Allende s'adressait au peuple pour une dernière fois par la seule radio qui lui restait. Ce discours, dans lequel il a pris congé du peuple, du petit peuple du Chili qui avait mis sa confiance en lui, était très émouvant... Au fond, cet homme qu'on pouvait beaucoup critiquer et à juste titre, a tout racheté par ses derniers gestes. La version du suicide est bien difficile à admettre.

Allende avait demandé aux ouvriers de rester dans leurs usines, mais sans verser leur sang inutilement. Les militaires donnaient un délai pour rentrer chez soi. Nous avons fait une assemblée (comme on en faisait partout en ces heures-ci) pour décider ce qu'il fallait faire. La plupart des copains préféraient rentrer. C'était compréhensible; nous n'avions pas d'armes et étions dans une zone hostile et résidentielle. Chez N., tous ont opté pour rentrer; c'était chez E., où un groupe d'usines était arrivé à un certain degré d'organisation, que la réponse a été la plus combattive. Nous sommes restés à peu près quinze à la fonderie, à la fin; selon un plan préconçu, nous nous sommes retirés dans une zone de résistance où nous nous sommes rencontrés avec 500 du secteur. Là-bas, nous sommes restés deux jours, hésitants, incertains des corrélations des forces, avant de nous disperser avec la mort au coeur et avalant des larmes d'impuissance.

L'usine d'E. s'était rendue mercredi 12 peu avant midi; les militaires sont entrés, tirant à droite et à gauche, et les ont maintenus quatre heures étendus par terre, la bouche ouverte. Ensuite, c'était le déménagement à l'"Estado Nacional" où il a passé presque deux semaines.

Au début, c'était très dur, un repas par jour, une couverture pour trois personnes; après, les conditions se sont améliorées un peu, mais pas trop. Il y a eu des interrogatoires, des intimidations, mais le groupe d'E. n'a pas souffert de vraies brutalités. Nous avons pris contact seulement le samedi 15, quand j'ai appris la détention d'E. et ai rencontré M. dans la rue... Après nous être retrouvés, nous avons passé deux jours assez angoissés : nous ne savions rien de très certain sur le sort d'E. Ceux qui étaient restés dans les usines et ne se sont pas rendus avant les 15 h. du mercredi, étaient fusillés. Au début, nous n'étions pas sûrs des conditions de reddition de la boîte d'E. et on ne pouvait pas s'empêcher de penser au pire.

Les jours qui ont suivi furent un véritable règne de terreur. Les quartiers pauvres étaient encerclés, fouillés; les gens humiliés, emprisonnés et parfois assassinés. C'était déjà tout un crime d'avoir chez soi une photo d'Allende ou un livre "marxiste". Les patriotes étaient invités à dénoncer les suspects (ce qui a donné libre jeu à un beau règlement de comptes). Dans toutes les usines on a dressé des listes de possibles "saboteurs" qui étaient tout de suite suspendus et soumis aux tribunaux militaires. Le marxisme était déclaré hors la loi.

Il est très difficile d'avoir des chiffres précis; la censure est brutale; on parle de 15.000 morts à Santiago seulement - mais quoi qu'il en soit des morts physiques, dont nous ne saurons probablement jamais le nombre, il y a eu la mort d'un idéal, d'une espérance des pauvres dont la mort physique n'est, en quelque sorte, que le symbole.

Personnellement, en schématisant forcément je serais tenté de voir les choses de telle façon : sans vouloir diviser les fils de lumière et ceux des ténèbres selon des catégories politiques, on peut dire, tout de même, qu'il y avait une différence de plan moral qui maintenant saute aux yeux. D'un côté, un idéalisme, une soif et faim de justice, le songe d'un monde un peu moins injuste et une certaine qualité d'amour de ses frères de classe, et de ses adversaires aussi qu'on voulait voir cesser de pécher par leur oppression. De l'autre, la défense égoïste de ses intérêts et privilèges et une haine de ce qui peut y nuire. Ce sont deux visions du monde et des hommes; l'une qui veut un monde essentiellement fraternel, l'autre qui considère qu'il y a des privilégiés et des sous-hommes, et on se défait des "sous-hommes" de la manière que nous avons pu constater.

En quelque sorte, c'est un peu la victoire des ténèbres de la force, de l'hypocrisie à découvert, et l'échec temporel de pas mal d'aspirations authentiquement consonantes avec l'Evangile. C'est triste, très triste, frères; et je crains qu'au Chili on ne croit plus jamais dans l'efficacité temporelle de ces valeurs. La prochaine fois, ce sera oeil pour oeil, dent pour dent, haine pour haine, et pas seulement au Chili.

Autant que je sache, la hiérarchie n'a guère su prendre une attitude vraiment évangélique en tout cela. Les militaires se sont donnés comme défenseurs de la foi antique et des bonnes mœurs chrétiennes. Pendant qu'on bombardait le palais présidentiel et qu'on massacrait les gens dans la rue, la télévision présentait une vie de sainte Thérèse et invitait la population à rendre grâce à Dieu pour sa délivrance du marxisme. Tout cela n'a pas empêché les militaires de mettre en tôle une douzaine de prêtres et d'en expulser beaucoup plus; plusieurs ont été très courageux dans leur témoignage.

Beaucoup de mes copains sont en tôle ou sans travail, ou restés dans la clandestinité. Je m'en suis allé avec un grand chagrin et à contrecœur, mais c'était cela ou risquer l'expulsion (ce qui aurait pu compromettre dé-

finitivement mon retour pour longtemps) ou la détention et possibles tortures (ce qui aurait pu être dangereux pour mes camarades). Pour le moment, je pense prendre quelques mois de recul avant d'essayer de rentrer, ça dépendra beaucoup de l'évolution de la situation au Chili. Franchement, je n'ai honte de rien; c'est même un titre de gloire d'avoir pu accepter, imparfaitement bien sûr, les conséquences de mes options. Je ne sais pas non plus ce qu'il en sera de la fraternité de Santiago; on peut espérer qu'elle puisse suivre son chemin pour dur qu'il soit. Priez pour le Chili, pour ceux qui doivent se taire sous la répression et en souffrir les conséquences, pour les morts, ceux qui sont poursuivis, pour les prisonniers et les exilés. En tous ceux-là, c'est Jésus qui souffre et qui, à travers les pauvres identifiés à Lui, continue à racheter le monde... et nous tous dans notre misère.

*d'Alain Raillard -*

Un vieil ami de tous les frères qui se sont succédés à Saint-Julien, vient de prendre la route du Ciel. Il s'agit de Monsieur GIORDANO, qu'un certain nombre d'entre nous a pu connaître. Chaque jour, il venait, clopin-clopant, son cageot sous le bras et sa petite faucille dans l'autre main chercher un peu d'herbe pour ses lapins, aimant alors volontiers rester là, silencieux ou bavardant avec les uns et les autres. Un vendredi de décembre, les Petites Soeurs de Saint-Julien me téléphonent à Ollières car son état s'était alors aggravé. Je descends dès le lendemain, mais je le trouve sans connaissance, et il mourait le lundi au milieu de la journée. Bernard Brion était à l'enterrement au nom de tous. Et Madame Giordano sait bien qu'elle peut compter sur l'amitié et la prière de tous ceux qui les ont connus, comme elle a pu compter sur celle des Petites Soeurs qui, les tout derniers jours, plus spécialement, n'ont mesuré ni leur peine ni leurs heures de veille.